

NOTE D'INFORMATION

DES PROGRES IMPORTANTS ENREGISTRES LORS DES DISCUSSIONS A ADDIS ABEBA ENTRE LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX

Bangui, le 20 mars 2019 – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine (RCA) et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, est à Addis-Abeba, en Ethiopie, où il participe depuis le 18 mars à des concertations sur le suivi de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA. Cette rencontre facilitée par l'Union africaine avec le soutien des Nations unies et de la CEEAC réunit la délégation gouvernementale et les 14 groupes armés signataires de l'accord de paix. Sur place, des progrès importants ont été enregistrés dans les négociations qui se poursuivent entre le Gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés.

La RCA « a besoin de paix et de stabilité pour assurer son développement », a souligné Mankeur Ndiaye, réitérant le ferme engagement des Nations unies à accompagner la RCA, aux côtés de l'UA et d'autres partenaires, pour la mise en œuvre rapide de cet accord de paix. A Addis-Abeba, le chef de la MINUSCA a eu une série d'entretiens, notamment avec le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, et le Commissaire à la paix et à la sécurité, l'ambassadeur Smail Chergui.

A cette occasion, le chef des Operations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a souligné qu'un mois après la signature de l'Accord, «il est important d'assurer un soutien continu à l'Accord politique de paix et de réconciliation, et à toutes les parties pour faire de cet accord un instrument de résolution définitive de la crise centrafricaine ».

Concernant les activités de la MINUSCA sur le terrain, une diminution du nombre d'incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire de 61% a été constatée. En effet, 8 incidents ayant affecté au moins huit victimes ont été enregistrés du 14 au 20 mars contre 25 la semaine précédente.

Dans le cadre du programme de Réduction de la violence communautaire (CVR), entre le 12 et 15 mars, 248 nouveaux bénéficiaires ont été enregistrés à Bangui et 45 armes de différents types ont été collectées. Cette phase marque la fin du processus d'inscription à Bangui où 1 100 participants ont été recensés. Dans la même dynamique, afin de renforcer la protection des civils et

réduire les violences communautaires à Ippy, un atelier soutenu par la MINUSCA le 13 mars a permis à 60 participants d'acquérir des capacités dans la collecte et la transmission des menaces de sécurité communautaire. A Paoua, le 15 mars, un atelier a traité de la gestion intégrée et du respect des couloirs de transhumance afin de réduire les incidents y relatifs. L'objectif était de parvenir à une réduction significative des incidents liés à la transhumance. Par ailleurs, dans la Préfecture de la Nana-Gribizi (Centre de la RCA), 109 enfants ont été séparés des groupes armés. Ceci fait suite au plaidoyer menés auprès de ces groupes pour identifier les enfants au sein de leurs rangs. Ils vont bénéficier d'un programme de réintégration pour le retour à l'école ou la formation professionnelle.

A l'ouest du pays, la Force de la MINUSCA a indiqué que les véhicules circulent désormais librement sur la route nationale 1, une des principales voies d'approvisionnement de la capitale. Cette dernière était impraticable depuis le 4 mars en raison du blocus imposé par le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC). La Force y patrouille conjointement avec les Forces armées centrafricaines (FACA) pour rassurer la population et prévenir toute menace. D'autre part, en collaboration avec les Forces de sécurité intérieure (FSI), la Force et la Police de la MINUSCA, ont mené des opérations qui ont permis l'interpellation en flagrant délit de six personnes et la saisie de plusieurs munitions de calibre 12 mm et de munitions de guerre.

Enfin, afin d'impliquer la population dans sa propre protection, la MINUSCA a organisé du 11 au 18 mars une série de sessions sur la gestion de la rumeur pour 400 leaders d'opinion issus des syndicats des travailleurs du public, les enseignants, des membres de l'association des parents d'élèves et des artistes. L'objectif était de les sensibiliser sur les méfaits des rumeurs et de ces dangers pour la paix et la stabilité de la RCA. Les échanges et présentations ont montré aux participants des exemples concrets qui ont alimenté des crises.